# L'Afrique en mouvement

## Accélérer la mobilité et la connectivité

–

## Résumé

Mo Ibrahim Foundation

MAI 2026

Les 11 et 12 mai 2026, le Kenya et la France coorganisent à Nairobi le Sommet Africa Forward. Il est évident qu'il ne pourra y avoir de marche en avant sans améliorer et renforcer la mobilité et la connectivité au sein d'un continent de plus de 30 millions de $km^2$ — soit plus de 7 fois la superficie de l'UE — et de 1,3 milliard d'habitants, comparable à la population de l'Inde.

Le présent rapport propose une vue d'ensemble complète de la situation actuelle et des défis à relever, en ce qui concerne tant les facteurs « immatériels » (réglementaires et institutionnels) encadrant la mobilité des personnes, des biens et des services à travers le continent, que les infrastructures physiques de connectivité à l'intérieur du continent. Il indique également les engagements déjà pris à cet égard au niveau africain — bien que tous n'aient pas encore été pleinement mis en œuvre.

Renforcer la mobilité et la connectivité au sein du continent est indispensable pour accélérer l'intégration continentale et la mise en œuvre effective de la ZLECAf, ainsi que pour faciliter et encourager les migrations régulières à l'intérieur du continent. C'est aussi essentiel pour réaliser pleinement la mobilisation des ressources domestiques conséquentes du continent — qu'il s'agisse de sa jeunesse ou de ses ressources naturelles — garantissant ainsi son autonomie et sa souveraineté.

L'intérêt est incontestable. La pleine mise en œuvre de la ZLECAf devrait porter le commerce intracontinental à 53 % des échanges commerciaux du continent (contre environ 18 % seulement aujourd'hui), faire croître le secteur manufacturier de 1 000 milliards de dollars, générer 470 milliards de dollars de revenus et créer 14 millions d'emplois d'ici 2035. En matière de migrations, les dernières données disponibles confirment que plus de 72 % des migrants d'Afrique subsaharienne restent sur leur propre continent, à la recherche de perspectives économiques et sociales.

Mais sur cet immense continent, de nombreux obstacles restent à surmonter, tant en matière de mobilité que de connectivité. Tous nécessitent un engagement renforcé et conjoint des acteurs politiques et économiques africains ainsi que de leurs partenaires.

En ce qui concerne le cadre « immatériel » facilitant la mobilité, la capacité des citoyens africains à circuler librement sur leur propre continent demeure restreinte. Seuls quatre pays — le Mali, le Niger, le Rwanda et São Tomé-et-Príncipe — ont ratifié le Protocole de libre circulation des personnes de l'Union africaine de 2018, les préoccupations liées à la sécurité, à leur opinion publique et à la réciprocité continuant de limiter le nécessaire engagement des gouvernements. Seuls 28 % des citoyens africains n'ont pas besoin de visa pour voyager dans d'autres pays africains. En outre, leur capacité à étudier ou à travailler dans un autre pays du continent est également entravée par la faible reconnaissance des équivalences éducatives et professionnelles à travers le continent.

La mobilité des biens et des services à travers le continent, essentielle pour faciliter le commerce intracontinental, est entravée non seulement par les droits de douane, mais aussi par la multiplicité de barrières non tarifaires, souvent « post-frontière », telles que règlements sanitaires

et phytosanitaires, ou normes d'étiquetage et d'emballage. Enfin, la convertibilité limitée des devises africaines freine les échanges, et conduit le continent à perdre environ 5 milliards de dollars par an en frais de change. La ZLECAf et les Communautés économiques régionales africaines travaillent sur ces sujets, qui nécessitent un fort engagement politique au niveau des États et pourraient également bénéficier d'échanges d'expertise et de bonnes pratiques avec d'autres unions économiques.

Historiquement conçue pour accompagner un modèle économique fondé sur l'exportation de matières premières hors du continent, la connectivité au sein même du continent demeure largement obsolète et tournée vers l'extérieur, donc manifestement insuffisante pour répondre aux besoins d'un continent de 30 millions de $km^2$. Voyager à l'intérieur du continent reste plus lent, plus coûteux et moins direct que dans toute autre région du monde.

Le transport terrestre, notamment routier, reste de loin le principal mode de transport sur cet immense continent. Mais les routes sont trop souvent discontinues et dangereuses, tandis que le transport ferroviaire souffre d'une interopérabilité limitée, de systèmes souvent obsolètes aux coûts d'entretien élevés, et d'une faible accessibilité financière pour les voyageurs et le fret. Au moins 13 pays, représentant environ 17 % de la population du continent, dont beaucoup sont enclavés, n'ont toujours pas d'accès ferroviaire direct à la mer. Le transport aérien intra-africain progresse, mais à partir d'une base très faible, et demeure coûteux et là encore principalement tourné vers l'extérieur. Enfin le réseau fluvial, considérable, reste un atout sous-exploité.

Conscients des besoins et des opportunités, les partenaires du continent ont renforcé leur engagement en matière d'infrastructures. Notamment la Chine à travers les projets des Nouvelles Routes de la Soie - quoique que ceux-ci restent essentiellement tournés vers l'extérieur, reproduisant l'ancien modèle d'exportation de matières premières, désormais centré sur les minerais critiques. La stratégie européenne Global Gateway représente un investissement et un engagement majeurs pour renforcer les infrastructures internes du continent, autour de 55 « corridors stratégiques », dont 12 identifiés comme « corridors prioritaires », maillant la majeure partie de l'Afrique subsaharienne. Il reste que ces investissements reposent actuellement sur des secteurs comme l'acier et le ciment, dont il faudra réduire l'intensité carbone et que ces infrastructures nouvelles devront résister aux impacts du changement climatique. Tout cela entraînera une augmentation des coûts.

En conclusion, investir pour renforcer à la fois la mobilité et la connectivité au sein du continent présente des opportunités évidentes compte tenu de la demande, ainsi qu'un impact positif manifeste sur l'intégration économique continentale, sur les perspectives d'emploi pour une jeunesse en forte croissance et sur l'augmentation des migrations régulières à l'intérieur du continent. Cela appelle des actions conjointes de la part des gouvernements africains, dont l'engagement politique reste indispensable sur de nombreux points clés, ainsi que de leurs partenaires — pas seulement à travers des engagements financiers, mais aussi via échanges d'expertise et de bonnes pratiques.

**mo.ibrahim.foundation**

LI→ moibrahimfoundation

X → Mo_IbrahimFdn

FB→ MoIbrahimFoundation